

Déclaration « Océan Climat » de Dakar

Dans le cadre de la préparation de la 21ème Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

La Déclaration Océan Climat de Dakar est une initiative volontaire des institutions de recherche et d'enseignement supérieur qui visent à porter les actions menées en ce sens notamment par la Commission Sous Régionale des Pêches, la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains Riverains de l'Océan Atlantique, la Convention d'Abidjan, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du Maghreb Arabe, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, l'Union Africaine, la Commission Européenne et les Nations Unies, sur les questions relatives aux impacts du climat sur l'environnement marin et la pêche.

Engagée début 2015, le contenu du projet de Déclaration a été étudié par la Session « Droit de l'Environnement marin » de la 2^{ème} Conférence internationale AWA (ICAWA), puis validé par un comité d'experts dédié au cours de la dite conférence, avant sa présentation à la presse.



Déclaration 'Océan Climat' de Dakar

Dans le cadre de la préparation de la 21ème
Conférence des Parties à la Convention-
Cadre des Nations Unies sur les
Changements Climatiques



Institutions déclarantes

Atlantic Research Institute of
Marine Fisheries and
Oceanography, Kaliningrad,
Russia

Centre d'Investigation et
d'Application de la Pêche,
Guinée-Bissau

Centre National de la Recherche
Scientifique, France

Centre National des Sciences
Halieutique de Boussoua,
Guinée

Centre de Recherche
Océanographique, Abidjan, Côte
d'Ivoire

Commission Sous Régional des
Pêches

Fisheries Departement, The
Gambia

Helmholtz Centre for Ocean
Research, Germany

Institut Fondamental d'Afrique
Noir, Senegal

Institut Mauritanien de
Recherche Océanographique et
des Pêches, Mauritanie

Instituto Nacional de
Desenvolvimento das Pescas,
Cabo Verde

L'institut National de Recherche
Halieutique, Maroc

Institut de Recherche pour le
Développement, France

Institut de Recherche
Halieutiques et Océanologiques
du Benin

Institut Sénégalais de recherche
Agricole, Centre de Recherche
de Dakar, Thiaroye, Senegal

Institut Supérieur des Sciences
de la Mer, Mauritanie

Leibniz Center for Tropical
Marine Ecology, Germany

Parc National du Banc d'Arguin,
Mauritanie

Université Assane Seck de
Ziguinchor, Senegal

Université Cheikh-Anta-Diop,
Sénégal

Université Christian Albrecht de
Kiel, Germany

Université Polytechnique de
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

Université de Dschang,
Cameroun

Préambule

Nous, signataires de la présente Déclaration, considérant que l'Océan atlantique tropical, ses écosystèmes marins et ses littoraux, constituent un bien commun aux citoyens ouest africains et à leurs nations au travers de leur juridiction respective sur leur Zone Economique Exclusive. En Afrique comme ailleurs, la dimension culturelle et le lien avec l'Océan sont particulièrement prononcés dans de nombreux Etats africains et dépassent la seule dimension économique multisectorielle, et contribue significativement au produit intérieur brut des Etats concernés.

Vu

- La Charte Mondiale pour la Nature des Nations Unies (1982),
- La Convention relative à la coopération en matière de protection, de gestion et de mise en valeur de l'environnement marin et côtier de la côte Atlantique de la Région de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud (convention d'Abidjan, 1981),
- La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982),
- La Déclaration de Rio, Sommet de la Terre (1992),
- La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, (1992),
- Le Protocole de Kyoto, (1997),
- La Déclaration de Rio sur les Océans, (Rio+20, 2012),
- La Déclaration de l'Union Africaine, (Gaborone, 2013),
- Les objectifs de développement durable des Nations Unies, (ODD, 2015),
- L'appel de Tanger pour une action solidaire et forte en faveur du Climat (2015),
- La Déclaration de Dakar, réunion des Ministres en charge de l'Environnement des Etats de la CEDEAO, du CILSS et de l'UEMOA pour la préparation de la CoP21 de Paris (2015),
- Les engagements des Etats devant prendre part à la COP 21/CM11 via leurs Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN), respectives (2015).

Considérant que

- Les Déclarants ont pour mission de promouvoir et de réaliser tous travaux de recherche scientifique, de formation et de valorisation susceptibles de contribuer au développement durable (économique, environnemental, social et culturel) de leurs Etats et régions ;
- Les Déclarants ont pour objet principal ou secondaire d'analyser les contraintes et les déterminants halieutiques, écologiques, biologiques, physiques, atmosphériques, socio-économiques et techniques des secteurs de l'environnement, du climat ou de la pêche ;
- Les Déclarants ont collaboré ou collaborent dans le cadre de projets de recherche tels que les Projets AWA et PREFACE, et de l'amélioration des services pour renforcer les capacités des secteurs de l'environnement, du climat ou de la pêche ;
- Les Déclarants sont conscients de la nécessité de valoriser leurs résultats et de l'intérêt qu'ils ont à renforcer leur partenariat Sud-Sud et Nord-Sud sur les questions relatives au changement climatique et à leurs impacts sur les sociétés ;
- Les Déclarants sont conscients d'un besoin prononcé de suivi, d'évaluation et de surveillance, aux niveaux national et régional, de l'Océan, des écosystèmes marins et des littoraux ouest Africains.

Proclame

Article premier

Il est primordial d'insuffler un élan politique autour des problématiques « Océan et Climat », afin de favoriser l'engagement des Etats membres de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, des partenaires techniques et financiers œuvrant en Afrique de l'Ouest ainsi que des Agences du Système des Nations Unies, pour une meilleure prise en compte de l'Océan, des écosystèmes marins et des littoraux, et plus largement de l'environnement marin, dans les négociations sur les changements climatiques.

Article 2

Les impacts des changements climatiques et le rôle de l'Océan dans le processus de réchauffement global ne doivent pas éluder d'autres problématiques telles que les impacts de la surpêche et de la pollution marine sur l'Océan, les écosystèmes marins et les littoraux. Ce constat doit encourager la synergie des efforts et de mutualisation des moyens humains et logistiques de toutes les parties prenantes ainsi que l'élaboration de format standard sur les données acquises et méthodes déployées.

Article 3

Les changements climatiques et le réchauffement des Océans sont reconnus comme étant en majeure partie d'origine anthropique par toutes les parties prenantes de la CoP21 en particulier à la Conférence des Ministres africains de l'Environnement (AMCEN).

Article 4

L'acidification des Océans et notamment de l'Atlantique et des écosystèmes d'upwelling en particulier, est un fait avéré dont les conséquences ne sont pas encore bien maîtrisées malgré un risque majeur de bouleversement écosystémique.

Article 5

L'élévation du niveau de la mer associée à diverses activités anthropiques (constructions d'infrastructures, destruction des mangroves, prélèvements de matériaux de construction, etc.) entraîne un phénomène d'érosion côtière accrue. Ce phénomène entraîne des effets négatifs sur un plan multisectoriel dû à la diversité des activités économiques menées sur le littoral et à la forte densité de population résidante dans cette zone.

Article 6

Les comportements d'occupation de l'espace (schémas migratoires et distributions spatiales) des espèces de poissons pélagiques et démersales et tous autres organismes marins, présentent un risque de perturbation parfois majeur, impactant l'activité de pêche et en conséquence les politiques de gestion des pêches.

Article 7

La sécurité en mer et le transport maritime sont impactés par l'augmentation de la fréquence et l'intensité d'évènements météorologiques extrêmes. La sécurité des pêcheurs africains, particulièrement exposée, doit être prise en considération.

Article 8

Les changements climatiques amplifient les phénomènes d'exode des populations rurales vers les zones côtières, ce qui a pour effet d'augmenter les pressions exercées sur l'Océan, les écosystèmes marins et les littoraux, eux-mêmes déjà affectés, entre autres par des phénomènes de désoxygénation et d'eutrophisation.

Article 9

Les institutions de recherche doivent, dans la mesure de leurs moyens, sensibiliser les acteurs et gestionnaires œuvrant sur l'Océan, les écosystèmes marins et les littoraux, ainsi que le grand public pour une collaboration accrue entre la science et la société.

Article 10

La communauté scientifique ouest africaine et internationale doit être mobilisée pour travailler ensemble sur les changements observés dans l'Océan, les écosystèmes marins et les littoraux du fait du dérèglement climatique, afin de répondre à l'article 8 et informer les représentants politiques et institutionnels des États africains membres de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

De ce point de vue, les aires marines protégées de l'Afrique de l'Ouest constituent des espaces privilégiés pour la recherche, le suivi et l'observation des conséquences du changement climatique, mais également pour la sensibilisation des différents acteurs du littoral et de la mer.

Article 11

Les structures de recherche d'Afrique traitant des problématiques liées aux Océans, aux écosystèmes marins et aux littoraux, seront amenées à mettre en œuvre leurs travaux de recherche respectifs à travers des groupes d'experts multi disciplinaires internationaux, notamment par le biais de réseaux qui les unissent tel que le Réseau Africain des institutions de recherche halieutique et des sciences de la mer (Rafismer).

Article 12

En cohérence avec les plans de développement socio-économique et environnemental des Etats ouest africains, il convient de promouvoir le développement durable et respectueux de l'Océan Atlantique tropical, de ses écosystèmes marins et de ses littoraux, afin d'atténuer les effets du changement climatique.

Article 13

En cohérence avec les plans de développement socio-économique et environnemental des Etats ouest africains, il convient de promouvoir autant que faire se peut et sans exclusivité les actions d'adaptation nécessaires telles que, le développement de l'aquaculture, des aires marines protégées, des énergies renouvelables d'origine marine ou non, de solutions économiques en énergie et ce afin que les populations africaines puissent s'adapter au mieux aux changements climatiques.

Cette Déclaration est une contribution ouest africaine aux autres initiatives qui ont émergé à travers le monde pour souligner l'importance du rôle des Océans dans le climat à l'heure de la CoP21.

L'adhésion à la Déclaration Océan Climat de Dakar d'autres institutions de recherche, universités, organisations gouvernementales et non gouvernementales est fortement encouragée. Le contenu et la forme de la Déclaration Océan Climat de Dakar sont appelés à évoluer pour une meilleure prise en compte de l'attachement des Etats africains à relever les défis liés aux changements climatiques, illustré notamment par l'organisation de la CoP22 sur le continent africain.

La spécificité de la présente Déclaration « Océan Climat » de Dakar est d'appuyer (i) le fort besoin de suivi, d'évaluation et de surveillance des paramètres clefs de l'environnement marin des Etats africains bordant l'Atlantique tropical ainsi que (ii) le besoin accru d'évaluation des impacts du changement climatique sur les secteurs de la pêche et de l'environnement marin au sens large.

Fait à Dakar, jeudi 19 novembre 2015

Atlantic Research Institute of Marine Fisheries and Oceanography (AtlantNIRO), Fédération de Russie

Centre d'Investigation et d'Application de la Pêche (CIPA), Guinée-Bissau

Centre de Recherche Océanographique de Dakar Thiaroye à l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA/CRODT), Sénégal

Centre de Recherche Océanologique (CRO), République de la Côte d'Ivoire

Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), France

Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura (CNSHB), Guinée

Commission Sous Régionale des Pêches (CSRP) Mauritanie, Sénégal, Cabo Verde, The Gambia, Guinea Bissau, Guinée, Sierra Leone

Fisheries Department (FD), Gambie

Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France

Institut de Recherches Halieutiques Océanologiques du Bénin (IRHOB), Bénin

Institut Mauritanien de Recherche Océanographique et des Pêches (IMROP), Mauritanie

Institut National de Développement des Pêches (INDP), Cabo Verde

Institut National de Recherche Halieutique (INRH), Maroc

Parc National du Banc d'Arguin (PNBA), Mauritanie

Université Cheikh-Anta-Diop (UCAD), Senegal

Université de Dschang, Cameroun

Université des Sciences, de Technologie et de Médecine, Mauritanie

Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

University of Kiel (CAU), Germany

La Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain (MOLOA)

Programme PREFACE (28 Partenaires, CE DG Env FP7)

Programme AWA (IRD-BMBF) Allemagne, France, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Cabo Verde, Guinée Bissau, Guinée, Bénin, Côte d'Ivoire

Traduction en anglais / Translation English

Ocean Climate Declaration of Dakar

As part of the preparation of the 21st Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change

The Declaration Ocean Climate of Dakar is a voluntary initiative of research and higher education institutions that aim to bring actions particularly by the Sub-regional Fisheries Commission, the Ministerial Conference on Fisheries Cooperation among African States Bordering the Atlantic Ocean (ATLAFCO), the Abidjan Convention, the Economic Community of West African States, the Arab Maghreb Union, the Economic and Monetary Union of West Africa, the European Commission and the United Nations, on issues related to climate impacts on the marine environment and fishing.

Initiated since early 2015, the content of the Draft Declaration was considered by the Session "Law of the Marine Environment" of the 2nd International Conference AWA (ICAWA), and then validated by a committee of dedicated experts during the conference itself, before its presentation to the press.



With the support of research projects AWA (BMBF-IRD) and Preface (European Commission, ENVIRONMENT Headquarters, FP7)



Ocean Climate Declaration of Dakar

As part of the preparation of the 21st Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change

Reporting Institutions

AtlantNIRO, CAU, CNRS, CNSHB, CRO, CSRP, FD, GEOMAR, IFAN, IMROP, INDP, INRH, IRD, IRHOB, ISRA/CRODT, ISSM, PNBA,UCAD, UASZ, UCAD, USTM ZMT. List non exhaustive report to page 1 and 8.

Preamble

We, the signers of this Declaration, consider that the tropical Atlantic Ocean, its marine ecosystems and coasts constitute a shared wealth for the West African nations and their citizens throughout their respective jurisdiction over their Exclusive Economic Zone. In Africa, as elsewhere, the cultural dimension and the link with the ocean are particularly pronounced in many African countries and go beyond the multi-sector economic dimension and contribute significantly to the gross domestic product of the concerned states.

Given

The UN World Charter for Nature (1982)

- The Convention related to the cooperation regarding the protection, management and development of the marine and coastal environment of the Atlantic coast from the West African Region, both Central and South (Abidjan Convention, 1981),
- The United Nations Convention on the Law of the Sea (1982),
- The Rio Declaration, Earth Summit (1992),
- The United Nations Framework Convention on Climate Change, (1992),
- The Kyoto Protocol (1997)
- The Rio Declaration on Oceans, (Rio + 20, 2012),
- The Declaration of the African Union (Gaborone, 2013)
- The United Nations Sustainable Development Goals (SDGs, 2015)
- The Tanger Appeal for a united and strong action for Climate (2015)
- The Dakar Declaration, Meeting of Ministers in charge of Environment of ECOWAS, CILSS and UEMOA States for preparing the CoP21 in Paris (2015)
- The commitments of states to participate in the COP 21 / CM11 via their intended Contributions determined nationally (CPDN) respectively (2015).

Considering that

- The participants have the mission to promote and to realize all scientific research, training and development activities that may contribute to the sustainable development (economic, environmental, social and cultural) of their States and regions;
- The participants have the primary or secondary purpose of analyzing the constraints and fisheries, ecological, biological, physical, atmospheric, socioeconomic and technical determinants in the areas of environment, climate or fishing;
- The participants have collaborated or are collaborating on projects within the framework of research projects such as AWA and Preface and the improvement of services to build capacities in the sectors of environment, climate or fishing;
- The participants are aware of the need to improve their results and to strengthen their South-South and North-South partnerships on issues related to climate change and their impacts on society ;
- The participants are aware of a pronounced need for monitoring, evaluation and surveillance at national and regional levels of the ocean, the marine ecosystems and the West African coastlines.

Proclaim

Article 1

It is essential to inject political momentum around the issues "Ocean and Climate", to promote the commitment of Member States of the United Nations Convention on Climate Change, technical and financial partners working in West Africa as well as the United Nations agencies, for a better consideration of the Ocean, the marine ecosystems and coastal areas, and more broadly of the marine environment, in the negotiations on climate change.

Article 2

The impacts of climate change and the role of the ocean in the Global warming process should not ignore other issues such as the impacts of overfishing and marine pollution of the ocean, the coastal and marine ecosystems. This finding should encourage synergetic efforts and pooling of human and logistical resources of all stakeholders as well as the development of a standard format of the acquired data and methods used.

Article 3

Climate change and warming Oceans are recognized as largely anthropogenic by all stakeholders of CoP21 particularly at the Conference of African Ministers of Environment (AMCEN).

Article 4

The acidification of the Oceans including the Atlantic and ecosystems especially of upwelling is a factor whose consequences are not yet well mastered despite a major risk upheaval of the ecosystem.

Article 5

The current rise of the sea level associated with various human activities (construction, destruction of the mangroves, sampling building materials, etc.) leads to a phenomenon of increased coastal erosion. This phenomenon leads to negative effects on a multispectral plan due to the diversity of economic activities in coastal and high density resident population in the area.

Article 6

The behavior of occupation of space (migration patterns and spatial distributions) species of pelagic and demersal fish and all other marine organisms, may present a risk of major disruption, impacting fishing activity and therefore the management policies of fisheries.

Article 7

Safety at sea and shipping are impacted by the increased frequency and intensity of extreme weather events. Security of African fishermen, particularly exposed must be taken into consideration.

Article 8

Climate change magnifies the phenomena of rural exodus to coastal areas, which has the effect of increasing pressures on the ocean, marine ecosystems and coastal areas, themselves already affected, among other, by the phenomena of deoxygenation and eutrophication.

Article 9

Research institutions should, to the extent of their means, inform actors and managers working on the ocean, marine ecosystems and coastal areas, and the general public to increase collaboration between science and society.

Article 10

The West African and international scientific community must be mobilized to work together on the observed changes of the ocean, the marine ecosystems and the coastal areas due to climate change, in order meet Article 8 and inform political and institutional representatives of African States, Members of the United Nations Convention on Climatic Change.

From this point of view, protected marine areas of West Africa constitute privileged spaces for research, monitoring and observing the consequences of climate change, but also for the awareness of various actors of the coast and the sea.

Article 11

African research structures dealing with issues related to Oceans, marine and coastal ecosystems, will be brought to implement their respective research through groups of international multi disciplinary experts, including networks that unite such as the African Network of Fisheries Research Institutions and Ocean Sciences (RAFISMER).

Article 12

In accordance with the socio-economic and environmental development plans of West African States, a sustainable and respectful development of the Atlantic Ocean, its marine and coastal ecosystems, should be promoted to mitigate the effects of climate change.

Article 13

In accordance with the socio-economic and environmental development plans of West African States, without necessary exclusive adaptation actions, the development of aquaculture, protected marine areas, renewable energy of marine origin or not, energy efficient solutions should be promoted as much as possible in order for African people to better adapt to climate change.

This Declaration is a West African contribution to other initiatives that have emerged around the world to highlight the importance of the role of Oceans in the climate at the time of CoP21.

Membership in the Ocean Climate Declaration of Dakar, other research institutions, universities, governmental and nongovernmental organizations are strongly encouraged.

The content and form of the Ocean Climate Declaration of Dakar will evolve into taking consideration of the commitment of African states to address the challenges related to climate change, illustrated in particular by the organization of CoP22 on the African continent.

The specificity of this Declaration "Ocean Climate" of Dakar is to support (i) the strong need for monitoring, assessment and monitoring of key parameters of the marine environment of the African States bordering the Atlantic and (ii) the increased need for assessment of climate change impacts on the sectors of fisheries and the marine environment in general.

Dakar, Thursday, November 19th, 2015

Edition : Sub Regional Fisheries Commission / Commission Sous Régionale des Pêches ©2016

Authors: anonymous. **Collective work** done during the second edition of the International Conference Ecosystem Approach to the management of fisheries and the marine environment in the West African Waters (ICAWA 2015), at the Side-event 4: COP21/CMP11 “Toward a common declaration for African Tropical countries” led the 17-18th November 2015, Hotel Niamabour, Dakar, Senegal. The first version has been reviewed by the lawyers of the ICAWA 2015 during the Side event 1 « Environmental marine law », the authors greatly acknowledge their suggestion and corrections.

Editors : Patrice BREHMER (IRD, Dpt Ocean, UMR 195 Lemar) and Babacar BA (CSRP, DSCSA & DSRI-pi)

ISBN: 978-2-9553602-2-4

